

L'Argentine

En décembre 2001, après trois années de récession économique, l'Argentine s'est vue refuser un prêt prévu par le FMI, alors que les dirigeants argentins avaient toujours appliqué les mesures impopulaires que le FMI exigeait. Cela a mis le feu aux poudres et plongé le pays dans une crise sociale et politique. Le président Fernando De la Rúa a réagi en bloquant les comptes bancaires des épargnants. Spontanément, la classe moyenne est descendue dans la rue, rejointe par les « sans » (les sans emploi, les habitants des bidonvilles, une majorité de pauvres). Dans la nuit du 19 au 20 décembre 2001, le peuple s'est soulevé contre la politique néolibérale menée par le gouvernement de Fernando De la Rúa.

Trois présidents de la République se sont alors succédés en quelques jours : De la Rúa a fui le 21 décembre 2001 et son successeur, Adolfo Rodríguez Saa, a lui-même été remplacé par Eduardo Duhalde le 2 janvier 2002. Duhalde a alors décrété la plus importante suspension de paiement de la dette extérieure de l'Histoire, pour près de 100 milliards de dollars, tant envers les créanciers privés qu'envers les pays les plus industrialisés regroupés au sein du Club de Paris ; des centaines d'usines, abandonnées par leur propriétaire, ont été occupées et l'activité a été relancée sous la conduite des travailleurs ; les sans emploi ont renforcé leur capacité d'action dans le cadre des mouvements « piqueteros » ; la monnaie, qui était alignée sur le dollar, a été fortement dévaluée ; les autorités provinciales ont créé des monnaies locales qui ont servi de moyens de paiement pendant une période transitoire et le gouvernement central a utilisé les sommes épargnées grâce au non remboursement de la dette publique externe pour relancer l'économie par la demande interne.

Après un quart de siècle d'accord continu entre le FMI et les autorités, depuis la dictature militaire entre 1976 et 1983, l'Argentine a démontré qu'un pays pouvait arrêter de rembourser la dette de manière prolongée sans subir de représailles. Le FMI, les gouvernements des pays les plus industrialisés, les grands médias avaient prédit le chaos. Loin de sombrer, le pays s'est redressé. Entre 2003 et 2011, le taux de croissance a été de l'ordre de 7-8% par an.

Le président élu en mai 2003, Nestor Kirchner, a défié les créanciers privés en leur proposant d'échanger leurs titres contre de nouveaux de moindre valeur. Après de longues négociations achevées en février 2005, 76% d'entre eux ont accepté de renoncer à plus de 60% de la valeur des créances qu'ils détenaient.

L'Argentine a encore une dette de 6,5 milliards de dollars auprès de pays membres du Club de Paris, cartel des pays industrialisés créanciers. Depuis décembre 2001, l'Argentine ne rembourse aucun des pays concernés. Le Club de Paris évite d'ébruiter le non remboursement de la dette argentine, car il craint que d'autres gouvernements ne suivent cet exemple. À noter que l'Argentine fait aujourd'hui partie du G20 et qu'elle est loin d'être marginalisée, malgré ses actes souverains unilatéraux.

Ce que démontre l'Argentine, c'est qu'il est possible de relancer l'économie d'un pays tout en n'ayant plus accès aux marchés financiers internationaux et en étant en rupture de ban avec les principales nations industrialisées de la planète réunies dans le Club de Paris. En effet depuis 2001, le pays n'émet plus de titres de la dette publique sur les marchés financiers internationaux.

L'Islande

L'Islande constitue un cas très intéressant de mobilisation populaire. Les trois principales banques islandaises, privatisées en 2003, ont rapidement cherché à élargir leurs activités à l'étranger en proposant des comptes courants en devises étrangères, rémunérés, au Royaume-Uni (octobre 2006) et aux Pays-Bas (mai 2008). Au moment de la crise, à l'automne 2008, les banques islandaises hypertrophiées se sont effondrées. Leurs dettes cumulées s'élevaient à 10 fois le PIB du pays et l'État n'avait pas les moyens de les renflouer. Pour éviter une panique bancaire, les gouvernements britannique et hollandais ont dédommagé leurs ressortissants détenteurs de comptes dans des banques islandaises, avant de présenter la facture (3,9 milliards d'euros en tout, soit 2,6 pour le Royaume-Uni et 1,3 pour les Pays-Bas) à l'Islande. Le 24 octobre 2008, le FMI a fait son retour en Europe de l'Ouest avec un accord de prêt à l'Islande pour 2,1 milliards de dollars. Comme toujours avec le FMI, en contrepartie, l'Islande s'est engagée à appliquer une cure d'austérité drastique.

Cinq ans après avoir privatisé ses trois banques florissantes, le gouvernement islandais a été contraint de les renationaliser pour en assumer les pertes. Les réactions n'ont pas manqué. Tous les samedis, durant plusieurs mois, la population a manifesté contre les mesures d'austérité. Le 30 décembre 2009, le parlement a voté de justesse la loi dite « Icesave » (du nom de la filiale en ligne d'une des banques, Landsbanki) qui entérinait le remboursement de 3,9 milliards d'euros à la Grande-Bretagne et aux Pays-Bas, soit environ 100 euros par habitant et par mois pendant huit ans. La population a manifesté son désaccord en exigeant, par une pétition et plusieurs jours de « casserolades », que le président Olaf Ragnar Grimsson ne promulgue pas la loi. Devant la pression de la rue, le président a refusé de signer, appelant, dans le cadre de l'article 26 de la Constitution islandaise, à un référendum contraignant pour le gouvernement. Le 6 mars 2010, avec une forte mobilisation, 93% des Islandais ont rejeté l'accord, ce qui a obligé les ministères des Finances des trois pays concernés à reprendre les négociations. Elles ont abouti, le 8 décembre 2010, à un nouvel accord, supposé plus acceptable par la population : réduction du taux d'intérêt, durée de remboursement allongée de huit à trente ans, meilleure prise en compte de la liquidation des actifs.

Pourquoi ces conditions n'ont-elles pas été choisies dès le départ ? Les créanciers se sont réjouis, le FMI a débloqué une nouvelle tranche de son prêt, le parlement a voté pour. Mais, le 20 février, le président de la République a décidé l'organisation d'un nouveau référendum, après une nouvelle pétition de plus de 40 000 signatures. La première ministre Johanna Sigurdardottir n'a pas apprécié : « C'est décevant. Nous avons anticipé que le président allait signer l'accord sur Icesave [...] L'accord a été approuvé à la majorité au Parlement et ce n'est pas commun qu'un président s'oppose à un accord adopté à une telle majorité », ajoutant que, selon elle, il y a « peu de chance que la Grande-Bretagne et les Pays-Bas soient prêts à renégocier cet accord ». Le 9 avril 2011, le « non » l'a emporté avec près de 60%.

Coup de théâtre en septembre 2011, Landsbanki a annoncé avoir récupéré des fonds suffisants, grâce à la vente d'actifs, pour rembourser les 3,9 milliards d'euros et ainsi indemniser leurs 340 000 ressortissants britanniques et hollandais lésés par la faillite d'Icesave sans mettre les finances publiques islandaises à contribution. Le président a alors demandé à l'Union européenne d'ouvrir une enquête afin de savoir pourquoi elle a permis au Royaume-Uni et aux Pays-Bas d'exercer une telle pression sur l'Islande, en la menaçant notamment de poursuites judiciaires et en voulant obliger l'État à prendre en charge ces dettes privées. La question reste posée.

L'Équateur

Quelques mois après son élection, le président équatorien Rafael Correa a mis en place en juillet 2007 une commission d'audit de la dette publique à laquelle le CADTM a participé. Après quatorze mois de travail, elle a remis des conclusions qui démontraient le caractère illégitime d'une grande partie de la dette publique interne et externe. En novembre 2008, prenant appui sur ce rapport, le gouvernement a décidé de suspendre unilatéralement le remboursement de titres de la dette vendus sur les marchés financiers internationaux et venant à échéance en 2012 et en 2030. Finalement, le gouvernement de ce petit pays est sorti vainqueur d'une épreuve de force avec les banquiers nord-américains qui étaient détenteurs de ces titres. Il a racheté pour 900 millions de dollars des titres valant 3,2 milliards de dollars.

Ce faisant, le Trésor public équatorien a économisé environ 7 milliards de dollars sur le capital emprunté et sur les intérêts qui restaient à payer. Ainsi, il a été en mesure de dégager de nouveaux moyens financiers permettant d'augmenter les dépenses sociales dans la santé, l'éducation, l'aide sociale et dans le développement d'infrastructures de communication. L'Équateur n'a pas fait l'objet de représailles internationales. Son taux de croissance annuel oscille entre 3 et 4%. L'éducation et la santé publiques ont connu une amélioration significative, et les salaires réels ont connu une récupération. Tout comme l'Argentine, cela ne fait pas pour autant de l'Équateur un modèle alternatif de développement.